

Roland Marchal est sociologue, chercheur CNRS au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-SciencesPo) depuis 1997. Il a consacré l'essentiel de son œuvre à l'analyse des guerres civiles en Afrique subsaharienne, [notamment](#) dans leur rapport à la formation des États. Homme de terrain, chercheur infatigable, méticuleux et exigeant, Roland Marchal est l'un des plus fins connaisseurs de la Somalie, mais son expertise s'étend à toute la Corne de l'Afrique, au Tchad, à la République centrafricaine et au Mali.

Il a récemment co-fondé [l'Observatoire de l'Afrique de l'Est](#), un programme de recherches coordonné par le [CEDEJ-Khartoum](#) et le CERI. C'est à partir de la connaissance approfondie de ses terrains et dans une perspective comparative que Roland Marchal n'a de cesse de prendre à contrepied les théories établies sur ses objets de recherche. Ainsi, il a été, avec la regrettée Christine Messiant, de ceux qui, très tôt, ont critiqué le réductionnisme des théories économiques des guerres civiles dans [deux articles](#) de la revue *Critique internationale* qui ont fait date. Contre ceux qui se contentaient de dénoncer « l'avidité des rebelles » de l'après-Guerre froide dans une vision dépolitisée des guerres civiles, Roland Marchal et Christine Messiant ont été parmi les premiers à remettre l'expérience vécue de la guerre au centre de l'analyse en prônant une sociologie des groupes armés là où d'autres cherchaient – et cherchent encore – à modéliser les causes des guerres et de la violence. Leur travail, qui avait donné lieu à la publication d'un ouvrage commun, [Les Chemins de la guerre et de la paix. Fins de conflit en Afrique orientale et australe](#) (Karthala, 1997) permet ainsi de montrer comment les guerres civiles, en Afrique subsaharienne et bien au-delà, sont intimement imbriquées dans la fabrique de l'État. C'est cette réflexion qui a servi également de trame de fond à l'ouvrage de référence qu'il a co-dirigé avec Pierre Hassner : [Guerres et sociétés. Etats et violence après la Guerre froide](#) (Karthala, 2003).

C'est avec la même intransigeance critique que Roland Marchal porte son regard sur les théories de la « faillite de l'État », à partir notamment de son terrain somalien. Là aussi, dans un contexte où des analyses réductrices ont fait le lit de toutes sortes d'interventions internationales pour « reconstruire » l'État somalien, son travail montre que la légitimité de l'autorité politique se loge rarement dans les institutions qui semblent devoir la porter. Ainsi des « Tribunaux islamiques » dans le [Mogadiscio](#) des années 2000 qui, avant d'être combattus au nom de la lutte contre le « terrorisme international », avaient apporté une certaine légitimité à l'exercice de l'autorité publique, et dont la disparition au profit d'un Gouvernement de transition très largement contrôlé par l'Éthiopie a contribué à [l'émergence de la mouvance al-Shabaab](#).

Dernièrement, c'est aux notions de « radicalisation » et de « radicalités » qu'il s'est attaqué, apportant une voie originale et dissonante dans le débat public : il a questionné la pertinence heuristique et épistémologique de ces termes et montré, notamment dans un dossier de la revue *Politique africaine* codirigé avec Zekeria Ould Ahmed Salem, que le concept de « radicalisation » empêche de penser le phénomène que l'on prétend analyser. Le travail de Roland Marchal sur l'islam politique met en avant les dimensions politiques et locales de l'engagement au nom du religieux là où domine, aussi bien dans certains milieux académiques que dans la pratique des cercles institutionnels, une vision réductrice de l'emprise du « terrorisme islamique » à l'échelle globale.

On connaît également Roland Marchal pour la fermeté de ses prises de position qui reflète son intransigeance pour l'honnêteté intellectuelle et les valeurs humanistes. Il défend une recherche engagée dans la cité, observant parfois avec sarcasme et ironie les politiques interventionnistes des pays occidentaux en Afrique (notamment au Tchad, au Mali, au Soudan et en Somalie), tout en prêtant également sa compétence d'expert aux Nations Unies au sujet de la Somalie, un pays auquel il est très attaché et dont il a observé le rôle de la diaspora dans le Golfe, notamment à Dubaï (voir l'ouvrage *Dubaï : Cité globale* qu'il a dirigé avec les contributions de Fariba Adelhah et Sari Hanafi) Il venait d'ailleurs de cet émirat lorsqu'il a été arrêté en Iran où il entendait fêter l'Aïd avec Fariba Adelhah.

Didier Péclard (Université de Genève)

Sandrine Perrot (SciencesPo-CERI)